

SOUS EMBARGO JUSQU'À 19H00,
LE VENDREDI 29 OCTOBRE 1982

STATEMENT DISCOURS



NOTES POUR UNE ALLOCUTION
DE L'HONORABLE GERALD REGAN,
MINISTRE D'ÉTAT
(COMMERCE INTERNATIONAL),
DEVANT LES MEMBRES
DE L'INSTITUT CANADIEN
DES AFFAIRES INTERNATIONALES,
TORONTO,
LE 29 OCTOBRE 1982

(TRADUCTION)

C'est pour moi un vif plaisir de pouvoir m'adresser aux membres de l'Institut canadien des affaires internationales, d'autant plus que la possibilité m'en est donnée si tôt après ma nomination au poste de ministre d'État au commerce international. Au fil des ans, votre groupe a très utilement contribué à mieux sensibiliser les Canadiens aux affaires internationales et à hausser la qualité du débat sur ces importantes questions. En cette époque troublée que nous traversons, ce rôle est encore plus vital.

Dans un pays comme le Canada, dont la population s'est toujours intéressée à ce qui se passe à l'étranger et dont l'économie est si ouverte et si dépendante des courants internationaux, il est toujours important que le public soit tenu au fait des questions internationales. Aujourd'hui, en raison des crises économiques et politiques aiguës qui secouent notre monde, il est encore plus essentiel que les Canadiens soient bien informés. Je suis sûr que je n'ai pas besoin de vous rappeler les conséquences dévastatrices que la détérioration de la situation économique mondiale a eues sur toutes les nations, riches ou pauvres. Et cette détérioration s'accompagne d'une période d'instabilité politique d'une ampleur que nous n'avions pas connue depuis un certain temps. Ces deux forces sont bien sûr étroitement liées. Les crises politiques engendrent des conséquences économiques, et les dislocations économiques suscitent l'instabilité politique.

Ce soir, j'aimerais vous parler des développements économiques internationaux, de leurs incidences sur l'économie et le commerce du Canada, ainsi que des défis et des possibilités qui se présenteront à nous dans les mois et les années à venir.

Premièrement, permettez-moi de vous parler brièvement de l'environnement économique international. Depuis 1980, la croissance économique des pays industriels a été lente, et la production est pratiquement stagnante depuis plus d'un an. Dans les dix-huit derniers mois, le commerce mondial n'a pratiquement connu aucune progression. Les spécialistes de l'économie internationale ont révisé à la baisse leurs projections de croissance pour le dernier trimestre de cette année et pour 1983 et ce, pour presque tous les pays industriels. La reprise économique largement attendue depuis plus d'un an ne s'est pas encore matérialisée. Il en est résulté un accroissement intolérable du niveau de chômage dans la plupart des pays occidentaux.

Si nous dépassons le monde industrialisé, nous voyons les mêmes problèmes ailleurs. La croissance moyenne des pays en développement non exportateurs de pétrole n'est actuellement que de 2,5 à 3 % - soit le niveau le plus faible depuis des années. Les pays pétroliers ont eux aussi connu une chute de leur croissance ces trois dernières années. Les soldes en compte courant se sont sensiblement modifiés depuis la deuxième crise pétrolière, les pays industriels accusant actuellement un léger excédent et les membres de l'OPEP, un déficit. Les prévisions touchant les déficits combinés des pays en développement non pétroliers pour cette année et l'année prochaine dépassent les \$75 milliards. Les cours des produits de base autres que le pétrole sont, en valeur réelle, inférieurs à ce qu'ils étaient depuis trois décennies.

En résumé, voilà de sombres perspectives internationales qui ont eu un fort impact sur le Canada. Comme le disait le Premier ministre dans sa première allocution de la semaine dernière, "la récession mondiale a touché notre économie de plein fouet. Aucun Canadien n'a vraiment été épargné." Le Canada est bien sûr d'abord et avant tout un pays commerçant: il l'a toujours été. Plus de 30 % de notre PNB sont générés par nos exportations de biens et de services. Peu de pays sont si manifestement tributaires du commerce pour le développement de leur économie.

Notre pays n'a pas de grand marché intérieur. Il n'a pas cet accès préférentiel à un plus vaste marché que lui donnerait son appartenance à un bloc commercial régional. Notre prospérité dépend de notre capacité de vendre nos biens et nos services dans de nombreuses régions du monde, et tout particulièrement aux États-Unis, en Europe de l'Ouest et au Japon. En ce qui touche l'important domaine de l'emploi, on a évalué que quelque 950 000 Canadiens devaient directement leur emploi aux exportations en 1981, et que 950 000 autres employés d'industries de services comme les transports, les communications et les assurances devaient indirectement leur emploi aux exportations. Ce qui fait presque 2 millions de Canadiens qui travaillent pour l'exportation. Il existe donc un lien solide et direct entre nos résultats à l'exportation et notre performance économique globale.

Mais il est évident que les Canadiens ne sont pas seuls sur les marchés internationaux. Pour citer à nouveau le Premier ministre, "une récession comme jamais nous n'en avons connue depuis un demi siècle a créé autour de nous un monde plus dur, plus compétitif, plus affamé de clients, d'investissements et d'avantages commerciaux.

En termes simples et brutaux, notre véritable problème, comme pays, en est un de survie économique dans un monde où la sélection des plus forts est devenue une loi de la vie."

Ce commerce qui est si vital pour notre prospérité économique se fera, dans l'avenir immédiat, dans un environnement économique international beaucoup moins favorable à nos intérêts. Il est impérieux que nous comprenions les forces en jeu et que nous disposions d'une stratégie pour affronter ces nouvelles réalités. Mais quels sont donc les défis qui nous attendent? Premièrement, le protectionnisme. Les niveaux de chômage sans précédent dans les pays industrialisés ont suscité de formidables pressions politiques en vue de mesures protectionnistes. Heureusement, le monde n'a pas oublié les leçons des années 30 et les gouvernements, tout en prenant certaines mesures, ont évité le recours massif aux politiques d'égoïsme sacré des années 30. Mais cette tendance au protectionnisme exerce, sur les gouvernements et sur le cadre commercial multilatéral, de formidables pressions qui, si elles ne sont pas bientôt allégées, pourraient devenir insupportables. Dans la période qui vient, certaines mesures commerciales restrictives devront absolument être prises. Mais il sera important que les gouvernements se concertent pour minimiser les effets défavorables de telles mesures et pour assurer que ces actions ne nuisent pas au système commercial mondial.

Deuxièmement, la compression des marchés internationaux a entraîné une plus vive concurrence, surtout sur les marchés du tiers monde qui ont connu une croissance relativement plus rapide. Cette compression a supposé des innovations audacieuses en matière de financement du crédit à l'exportation, un meilleur dosage de crédits publics et de crédits d'aide pour atténuer les modalités de financement de diverses transactions d'exportation, une attention accrue aux opérations de troc et aux accords de règlement en produits, ainsi qu'un recours plus fréquent aux subventions à l'exportation. Le prix et la qualité des biens ne sont pas les seuls éléments déterminants des ventes à l'exportation. Les questions de financement, notamment en ce qui touche les grands projets d'équipement, ont pris une importance cruciale. Nous assistons aujourd'hui à une course entre les trésors publics de pays industrialisés qui peuvent difficilement se permettre de telles dépenses. Des règles internationales plus contraignantes doivent donc être négociées. Entre temps, nous veillons sans cesse à nous assurer que les exportateurs canadiens ne soient pas désavantagés sur le plan de la concurrence.

Alors même que nous connaissons ces problèmes de croissance faible et de pressions protectionnistes plus

intenses dans les pays industrialisés, et aussi de concurrence plus vive sur les marchés tiers, nous nous trouvons confrontés au gigantesque défi que pose le renouveau industriel. Des ajustements à nos structures industrielles sont requis en raison des bouleversements occasionnés par le renchérissement de l'énergie dans les années 70, par la rapide industrialisation d'un certain nombre de pays en développement, par l'inadéquation de la productivité canadienne et par la vétusté de notre stock de capital. Toutes ces forces se sont conjuguées pour créer d'énormes pressions d'ajustement et ce, justement en une période de croissance faible ou neutre. Peu de sociétés ont appris à bien digérer et maîtriser ce type de changement économique. Ces changements ont eu des effets déchirants, même en phase de forte croissance. Dans l'environnement économique que nous connaissons présentement, ils semblent souvent insolubles.

C'est ainsi que nous nous trouvons sérieusement coincés. L'incapacité de nous ajuster maintenant grèvera sérieusement nos possibilités de revenir à un sentier de croissance plus rapide. Toutefois, l'ajustement à court terme vient alourdir une situation économique déjà précaire. Les pays qui manqueront le défi de l'ajustement se verront coincés sur les marchés internationaux et connaîtront des pressions pour que l'on protège des industries nationales incapables de se maintenir sur le marché mondial des années 80. Par ailleurs, les réactions nationales à ce défi industriel qui ne s'inscriraient pas dans un cadre international adéquat risqueraient de créer une autre série de conflits politiques. Les règles internationales et les mécanismes de consultation doivent être renforcés pour éviter cette possibilité.

Étant donné ce tableau assez sombre des défis qui attendent le Canada et le système commercial international dans les toutes prochaines années, où se trouvent les réponses? Vingt années de vie publique, dont huit comme Premier ministre de la Nouvelle-Écosse, m'ont enseigné qu'il ne faut pas chercher de panacées: aussi, n'en ai-je aucune à vous proposer ce soir. Mais je crois fermement qu'il existe un certain nombre de mesures que nous pouvons et que nous devons prendre pour commencer à affronter les défis que je viens de décrire et qui, si nous réussissons à les surmonter, peuvent entraîner une amélioration du niveau réel de vie des Canadiens, même dans cet environnement plus compétitif.

Il nous faut tout d'abord collaborer avec nos partenaires commerciaux pour garantir la vigueur et la stabilité du système commercial international. Et je pense surtout ici au GATT, qui est évidemment l'axe central du système commercial mondial. Le GATT se réunira le mois

prochain. Lors de cette réunion, la première à se tenir au niveau ministériel depuis 9 ans, il sera important de nous assurer que l'Accord général continue d'être en mesure de jouer son rôle crucial. Ce qui exigera une confirmation politique de notre engagement collectif envers le système de libre échange.

De plus, il nous faudra prendre des mesures, pendant la réunion elle-même ou dans son prolongement immédiat, pour assurer que le GATT peut résister aux pressions auxquelles il est soumis. Pour y parvenir, le Canada croit en l'importance d'élaborer un accord sur les mesures de sauvegarde visant à réglementer efficacement les mesures commerciales restrictives qui s'imposeront à l'occasion, et à garantir que le système accorde le même traitement à toutes les nations commerçantes. De même, nous croyons que le mécanisme de règlement des différends du GATT doit être renforcé sous un certain nombre d'aspects pour garantir qu'il peut s'occuper des différends commerciaux qui ne manqueront pas de surgir et ce, d'une façon rationnelle et adéquate et d'une manière qui suscite la confiance de nos populations.

Bien que le GATT fournisse un cadre contractuel pour nos relations commerciales, les consultations sur la politique commerciale et, de façon plus précise, sur les interactions qui existent entre celle-ci et les politiques touchant l'industrie, l'économie et la concurrence se déroulent au sein de diverses instances. Parmi les plus importantes, mentionnons le FMI, l'OCDE et les sommets économiques des sept grands pays industrialisés. Nous devons tirer le meilleur parti de ces institutions et les rendre mieux capables de nous tenir rassemblés pour collaborer de façon cohérente et complémentaire.

Deuxièmement, il nous faut dépasser l'objectif de renforcement du système pour nous occuper des actuelles contraintes. Nous devons commencer par nous attaquer aux problèmes commerciaux qui surgissent dans des domaines qui, jusqu'à maintenant, sont largement restés en marge de la grande tendance de libéralisation commerciale de l'après-guerre. Sous cet aspect, je pense tout particulièrement au commerce des produits agricoles et halieutiques. Nous devons également commencer à nous occuper de secteurs entièrement nouveaux qui en viennent à jouer un si grand rôle dans nos économies: par exemple, le commerce des services. Les théories de l'avantage comparé et du libre échange ont guidé nos économies pendant toute la période de l'après-guerre et nous ont permis de profiter des avantages économiques ainsi générés. Ces principes sont également applicables aux nouveaux secteurs d'activité économique.

Troisièmement, nous allons devoir mieux intégrer les nouveaux industriels au système commercial mondial. Les Hong-Kong, les Corée du Sud et les Singapour seront rejoints par un certain nombre d'autres pays qui livreront une vive concurrence pour une gamme de plus en plus large d'articles manufacturés. Les niveaux de protection et l'aide spéciale que ces pays ont fournis à leurs industries nationales ne seront plus appropriés dans le cadre international ou dans celui de leur développement économique national. Le système exigera que ces pays assume des obligations davantage en rapport avec leur niveau de développement. Par ailleurs, nous devons oeuvrer pour assurer que le système répond à leurs préoccupations.

Pour assurer le succès de la Réunion ministérielle, il nous faudra démontrer que le GATT peut servir leurs intérêts tout autant que ceux des pays industrialisés. Sur le plus long terme, cela signifiera également que les pays industrialisés devront ouvrir davantage leurs marchés aux produits des pays en développement. Les marchés en développement ont dynamisé nos économies occidentales et, en fait, nous ont aidés à atténuer nombre des problèmes que nos économies ont rencontrés dans les années 70. Mais une bonne part de ce commerce a été financée par des emprunts que nous leur avons consentis. L'endettement d'un certain nombre de pays en développement a maintenant atteint le point où ils peuvent difficilement se permettre de continuer à emprunter. Ils doivent pouvoir exporter leurs biens sur nos marchés pour gagner les devises dont ils auront besoin pour acheter nos produits.

Ce qui m'amène à mon quatrième point - que j'ai déjà mentionné. C'est la question de l'ajustement. L'inflation, les chocs énergétiques, les modifications de l'avantage comparé ainsi que l'intensification marquée de la concurrence à l'échelle internationale réclament des aménagements accélérés ou une restructuration importante dans les nations industrialisées. Le thème du renouveau industriel est un élément très important de notre stratégie de développement économique. Il signifie que, dans les domaines où nous pouvons être concurrentiels sur le plan international, nous devons nous efforcer de reconstituer notre stock de capital, d'améliorer notre productivité et de rechercher activement de nouveaux marchés. Les ressources humaines et financières engagées dans les secteurs où nous ne pouvons livrer une concurrence internationale doivent être affectées à des usages plus productifs. Bien que certaines mesures restrictives puissent être à l'occasion requises pour atteindre un rythme d'ajustement approprié, nous devons veiller à éviter de nous laisser entraîner à soutenir des industries incapables de se maintenir d'elles-mêmes, avec tous les coûts que cela entraînera pour le reste de la société canadienne.

Le cinquième point, étroitement lié à la question de l'ajustement, est la nécessité de contrôler nos coûts et d'améliorer notre productivité. Les récents propos du Premier ministre visaient largement ce point. En mots simples, les Canadiens ne peuvent que connaître une diminution de leur niveau de vie réel si nous ne réussissons pas à contrôler nos coûts. L'inflation doit être jugulée, la productivité doit être accrue et la qualité doit devenir notre objectif. Mais nous devons, comme les autres pays, éviter une situation où nous dépendons trop des exportations et de la croissance des exportations pour stimuler nos économies. Nous connaissons ce danger aujourd'hui et, comme je l'ai déjà mentionné, on en voit le résultat dans des domaines comme le financement du crédit à l'exportation où la concurrence que se livrent les trésors publics pourrait nous amener à payer les autres pays pour qu'ils achètent nos marchandises. Les subventions à l'exportation, sous une forme ou une autre, sont en effet la contrepartie des restrictions à l'exportation. Les deux biaisent la concurrence. Elles entraînent toutes deux un coût économique et doivent être contrées. Les mécanismes institutionnels destinés à régler la concurrence à l'exportation et, de façon plus précise, les liens qui existent entre le commerce et les finances ne sont ni assez solides ni assez développés. Il nous faudra faire des efforts ardues pour renforcer notre coopération en ce domaine dans les années 80.

Mon sixième et dernier point - qui dans un sens me ramène à mon thème de départ - est la nécessité de sensibiliser beaucoup mieux le public aux questions en cause et de renforcer les consultations entre le gouvernement et le secteur privé. Plusieurs de mes collègues ont sérieusement consulté les gens d'affaires et les représentants syndicaux sur les problèmes économiques que nous connaissons. Le gouvernement a lui aussi entrepris une grande Étude de la politique commerciale canadienne de façon à la rendre adaptée aux années 80. Beaucoup de travail préliminaire a déjà été accompli, et nous avons également procédé à des consultations avec le secteur privé.

Les rencontres que nous avons déjà eues avec divers secteurs d'intérêt, y compris le monde des affaires, le monde du travail, les provinces, des consultants et des universitaires, nous ont permis de mieux comprendre les préoccupations, les sensibilités et les priorités des Canadiens à l'extérieur d'Ottawa. Ces rencontres se sont avérées fort constructives, et les consultations se poursuivent.

Je ne peux insister trop sur l'importance de ce processus. Un Institut comme le vôtre peut apporter une

importante contribution en raison de votre compréhension des dimensions internationales ainsi que des réalités avec lesquelles nous devons composer. Vous avez un rôle formidable à jouer pour aider à combler le fossé qui existe entre cet environnement international et les réalités et préoccupations canadiennes, de façon à assurer que nos réactions à ce monde concurrentiel en mutation seront adéquates et opportunes.

Je n'ai pas de doute que le Canada a la vigueur et la détermination nécessaires pour affronter de plein pied cette phase nouvelle et difficile. J'espère vivement collaborer avec vous pour relever ce défi.